

Source : <http://www.lalibre.be/actu/planete/climat-l-accord-de-paris-encore-loin-de-prendre-vie-5af47d6ecd70c60ea6ea650c>

Téléchargement 11 05 2018

Climat: l'accord de Paris encore loin de prendre vie

AFP - 10 05 2018



Encore loin du compte: près de 200 pays réunis à Bonn se sont séparés jeudi sans avancée majeure vers l'objectif de donner vie à l'accord de Paris sur le climat, se fixant même une séance de rattrapage en septembre.

Le pacte climatique de 2015 vise à contenir le réchauffement mondial sous les 2°C, voire 1,5°C, par rapport à l'ère préindustrielle.

Mais pour pouvoir entrer en application en 2020, il a encore besoin d'un mode d'emploi: les règles pour mesurer et évaluer les engagements des Etats à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Que comptabiliser dans les actions climat? Comment en rendre compte? Les pays du Nord doivent-ils offrir plus de "prévisibilité" à ceux du Sud qui ont besoin des milliards promis pour mettre en place leurs politiques climat?

Ces questions sensibles doivent être résolues au plus tard lors de la 24e Conférence climat de l'ONU (COP24) en décembre à Katowice (Pologne).

Mais en onze jours de lentes négociations à Bonn, "nous n'avons pas été à la hauteur de ce qui était espéré", a commenté la négociatrice de l'UE Elina Bardram.

"Nous sommes déçus", a renchéri l'Ethiopien Gebru Jember Endalew, soulignant que le groupe des Pays les moins avancés qu'il représente s'inquiétait d'une "l'absence de sentiment d'urgence" alors que

les effets du changement climatique se font déjà sentir.

Pour augmenter les chances de faire de cette année cruciale un succès, une session additionnelle a été programmée début septembre à Bangkok.

"Nous devons améliorer le rythme des progrès pour parvenir à une conclusion positive à Katowice", a plaidé la responsable climat de l'ONU, Patricia Espinosa.

L'apparente technicité des discussions ramène en réalité le plus souvent aux tensions récurrentes entre pays du Nord et du Sud et au nerf de la guerre, l'argent.

"Le temps presse"

Les pays développés se sont engagés à porter d'ici à 2020 à 100 milliards de dollars par an le soutien aux politiques climatiques des plus pauvres, pour qu'ils puissent s'adapter aux impacts dévastateurs du changement climatique et eux-aussi réduire leurs émissions de CO2.

"Le silence radio sur l'argent fait craindre aux pays pauvres que leurs partenaires plus riches ne soient pas sincères concernant leurs promesses", a commenté jeudi Mohamed Adow, de l'ONG Christian Aid.

Des inquiétudes d'autant plus grandes que le président américain Donald Trump a coupé certaines aides climat en parallèle au retrait annoncé de l'accord de Paris.

"Si certains progrès ont été faits à Bonn sur plusieurs sujets techniques, des différences politiques majeures demeurent sur quelques questions, en particulier la finance climat et le degré de différenciation entre les pays à divers stades de développement", a souligné Alden Meyer, observateur de longue date des négociations.

Certains pays émergents comme la Chine souhaiteraient ainsi que certaines règles qui s'appliqueraient aux pays riches soient assouplies pour eux et surtout les pays les moins développés.

En parallèle aux travaux sur le mode d'emploi de l'accord, un dialogue politique a été lancé par la présidence fidjienne pour encourager les pays à présenter d'ici 2020 des engagements de réduction des émissions révisées.

Les engagements nationaux actuels conduiraient à un monde à +3°C, avec son lot annoncé de sécheresses, d'ouragans et de territoires submergés par l'augmentation du niveau de la mer.

"Avec le temps, des milliards de personnes supplémentaires vont se retrouver en première ligne (...). Le temps presse: s'il vous plaît, faites preuve du leadership dont le monde a désespérément besoin", a plaidé mercredi devant les délégués le Premier ministre fidjien, Franck Bainimarama.

Certains espèrent voir dès la COP24 des Etats signaler qu'ils sont prêts à faire plus. Mais "ce n'est pas réaliste d'espérer qu'il y ait à Katowice une avalanche d'annonces d'ambitions relevées", a tempéré Elina Bardram.

Alors que certains observateurs s'inquiètent du fait que cette cruciale COP24 soit présidée par un pays où le charbon est la base de la production électrique, la Pologne a invité pour le début de la réunion le 3 décembre les chefs d'Etats et de gouvernement pour envoyer "un signal fort".

AFP

